

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Prozess

Prix à l'importation surfaits

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Zumofen, Guillaume

Bevorzugte Zitierweise

Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Prix à l'importation surfacts, 2015 - 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 20.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

| | |
|---------------------------|---|
| Allgemeine Chronik | 1 |
| Wirtschaft | 1 |
| Wirtschaftspolitik | 1 |
| Wettbewerb | 1 |

Abkürzungsverzeichnis

| | |
|---------------|--|
| WAK-SR | Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Ständerates |
| KMU | Kleine und mittlere Unternehmen |
| WAK-NR | Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Nationalrats |
| KG | Kartellgesetz |

| | |
|---------------|---|
| CER-CE | Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats |
| PME | petites et moyennes entreprises |
| CER-CN | Commission de l'économie et des redevances du Conseil national |
| LCart | Loi sur les cartels |

Allgemeine Chronik

Wirtschaft

Wirtschaftspolitik

Wettbewerb

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 30.06.2015
GUILLAUME ZUMOFEN

Dans la continuité de la révision de la loi sur les cartels (LCart), Hans Altherr (fdp/plr, AR) a déposé une initiative parlementaire sur la thématique des **prix à l'importation surfaits**. La dégradation progressive du pouvoir d'achat en Suisse, couplé aux effets du franc fort, a fini de convaincre de l'importance de cette problématique. Afin de lutter contre l'îlot de cherté helvétique qui grève la compétitivité de nombreuses PME, l'auteur de l'initiative propose d'intervenir au niveau du droit sur les cartels en incluant la notion de "position relative dominante sur le marché" dans la LCart. En effet, certains fournisseurs profitent d'une relation de dépendance avec leur client pour imposer des prix exagérés. La Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats (CER-CE) a décidé de donner suite à l'initiative parlementaire par 8 voix contre 0 et 5 abstentions. Bien que plusieurs membres de la Commission de l'économie et des redevances du Conseil national (CER-CN) aient remis en question la pertinence de l'utilisation du droit sur les cartels pour résoudre le problème d'érosion du pouvoir d'achat, l'initiative a été validée par 13 voix contre 10 et 1 abstentions. La CER-CE a désormais deux ans pour élaborer un projet législatif. ¹

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 27.09.2017
GUILLAUME ZUMOFEN

Etant donné la complexité et l'importance de la thématique, la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats (CER-CE) a proposé à son conseil, par 12 voix contre 0 et 1 abstention, de prolonger le délai de traitement de l'initiative parlementaire de Hans Altherr (fdp/plr, AR) sur les **prix à l'importation surfaits**. La chambre des cantons a accepté de proroger de 2 ans le délai de traitement. ²

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 16.09.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

Afin de lutter contre l'îlot de cherté helvétique, Hans Altherr (plr, AR) a déposé une initiative parlementaire qui vise une **modification de la loi sur les cartels** (LCart). Il propose que les législations qui s'appliquent aux entreprises ayant une position dominante sur le marché s'appliquent également aux entreprises ayant une «position relativement dominante sur le marché» dans la loi sur les cartels. Une telle mesure empêcherait certains fournisseurs de profiter de leur position relativement dominante pour imposer des prix surfaits qui se répercutent ensuite sur le consommateur. La Commission de l'économie et des redevances du Conseil des États (CER-CE) a proposé à sa chambre de classer l'initiative par 7 voix contre 3. Elle estime que le contre-projet indirect 19.037 soumis au Parlement dans le cadre de l'initiative populaire «Stop à l'îlot de cherté – pour des prix équitables» rend l'initiative Altherr obsolète. Le Conseil des États a suivi sa commission est classé l'initiative à l'unanimité. ³

1) Communiqué de presse CER-CE (1); Communiqué de presse CER-CN (1); Communiqué de presse CER-CN (2); Communiqué de presse CER-CN (3)

2) BO CE, 2017, pp.730 s.; Communiqué de presse WAK-S/CER-CE; Rapport WAK-S/CER-CE

3) BO CE, 2019, p. 722